



AFFAIRES PHARES

2020



Liste des affaires recommandées
par le juriconsulte et
approuvées par le Bureau

**(Cour européenne des
droits de l'homme**

Avril 2021



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

NOTE

Une sélection des affaires les plus importantes traitées par la Cour (dénommées « affaires phares ») est effectuée chaque trimestre par le [Bureau](#), sur recommandation du [jurisconsulte](#). Cette liste comprend la sélection des affaires phares pour 2020.

Les affaires sont répertoriées selon les articles pertinents de la Convention, puis présentées dans l'ordre alphabétique selon le nom du requérant et celui de l'État défendeur.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

Les arrêts de chambre non encore « définitifs » au sens de l'article 44 de la Convention sont signalés par la mention « (non définitif) ». En cas de renvoi d'un arrêt non définitif devant la Grande Chambre conformément à l'article 43, l'arrêt en question ne sera pas inclus dans la présente liste.

Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [cette page](#).

Article 44 § 2 – Arrêts définitifs

L'arrêt d'une chambre devient définitif

- a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre; ou
- b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé; ou
- c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

Article 43 – Renvoi devant la Grande Chambre

1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.
2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.
3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Sommaire

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ARTICLE	4
AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR REQUÉRANT	13
AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ÉTAT DÉFENDEUR	15

Affaires présentées par article

ARTICLE 1

JURIDICTION DES ÉTATS

Refus de visas sollicités depuis une ambassade dans un État non membre sur le fondement d'un risque de mauvais traitements : *absence de juridiction*

M.N. et autres c. Belgique (déc.) [GC], n° 3599/18, 5 mai 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 2

VIE | OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET MATÉRIEL)

L'Azerbaïdjan « approuve » des infractions commises dans un cadre privé par l'un de ses agents, sans y « adhérer » ni « s'y associer » de manière claire et non équivoque : *non-violation*

OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET PROCÉDURAL)

Les autorités azerbaïdjanaises renoncent, sans justifier leur décision, à faire exécuter la condamnation à une peine de prison qui avait été prononcée à l'étranger pour crime de haine motivé par l'origine ethnique contre l'un de ses agents et décident, au retour de l'intéressé, de le gracier, de le promouvoir et de lui octroyer des avantages : *violation*

Absence de manquement des autorités hongroises à leur obligation de veiller à ce qu'un ressortissant azerbaïdjanais continue à purger sa peine de prison dans son pays d'origine : *non-violation*

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie, n° 17247/13, 26 mai 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET MATÉRIEL)

Malgré quelques retards et omissions, les autorités ont déployé des efforts suffisants eu égard au comportement obstructionniste des témoins placés sous protection : *non-violation*

A et B c. Roumanie, n° 48442/16, 2 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Défaut de saisie préventive du pistolet d'un étudiant ayant ensuite commis une tuerie dans son école, alors que ses publications antérieures sur Internet, bien que dépourvues de menaces spécifiques, jetaient un doute sur son aptitude à posséder une arme à feu en toute sécurité : *violation*

Kotilainen et autres c. Finlande, n° 62439/12, 17 septembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ENQUÊTE EFFECTIVE

Manquement des autorités à réagir avec la diligence requise dans la conduite d'une enquête approfondie sur une attaque à l'acide contre une femme : *violation*

Tërshana c. Albanie, n° 48756/14, 4 août 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 3

TRAITEMENT DÉGRADANT

Demandeurs d'asile vivant dans la rue pendant plusieurs mois sans moyens à cause des lenteurs administratives les empêchant d'accéder aux conditions d'accueil prévues par le droit : *violation, non-violation*

N.H. et autres c. France, n°s 28820/13 et 2 autres, 2 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ENQUÊTE EFFECTIVE | OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET PROCÉDURAL)

Manquement des autorités à aborder l'enquête pénale sous l'angle de la violence conjugale : *violation*

Buturugă c. Roumanie, n° 56867/15, 11 février 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

EXPULSION

Refus des garde-frontières d'enregistrer des demandes d'asile et renvoi sommaire vers un État tiers associé à un risque de refoulement vers le pays d'origine et de mauvais traitements au sein de celui-ci : *violation*

M.K. et autres c. Pologne, n°s 40503/17 et 2 autres, 23 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Examen insuffisant des risques qu'un homosexuel subisse en Gambie des mauvais traitements aux mains d'acteurs non étatiques, ainsi que des protections disponibles à cet égard : *l'expulsion emporterait violation*

B et C c. Suisse, n°s 43987/16 et 889/19, 17 novembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 4

ENQUÊTE EFFECTIVE | OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET PROCÉDURAL)

Lacunes importantes dans la réponse procédurale apportée par les autorités internes à un grief défendable de traite d'êtres humains et de prostitution forcée étayé par un commencement de preuve : *violation*

S.M. c. Croatie [GC], n° 60561/14, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 5

ARTICLE 5 § 1 f)

EXTRADITION

Manque de diligence des autorités dans l'examen de la recevabilité de l'extradition du requérant vers son pays d'origine malgré le statut de réfugié qui lui avait été accordé par un autre État membre de l'UE : *violation*

Shiksaitov c. Slovaquie, n°s 56751/16 et 33762/17, 10 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 6

ARTICLE 6 § 1 (PÉNAL)

ACCUSATION EN MATIÈRE PÉNALE

Caractère non pénal, malgré l'absence de plafond légal pour ce genre de sanction, d'une amende de 6 200 EUR, non convertible en une peine d'emprisonnement, infligée à des avocats pour non-comparution à une audience : *irrecevable*

Gestur Jónsson et Ragnar Halldór Hall c. Islande [GC], n^{os} 68271/14 et 68273/14, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

PROCÈS ÉQUITABLE

Refus d'exclure des preuves obtenues par provocation policière directe et indirecte dans une affaire de trafic de stupéfiants : *violation*

Akbay et autres c. Allemagne, n^{os} 40495/15 et 2 autres, 15 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Admission d'une preuve obtenue au moyen de mauvais traitements infligés à un tiers par des particuliers, sans participation ni assentiment d'agents de l'État : *violation*

Ćwik c. Pologne, n^o 31454/10, 5 novembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

TRIBUNAL ÉTABLI PAR LA LOI

Participation d'un juge dont la nomination avait été viciée par une influence injustifiée de l'exécutif en l'absence de contrôle juridictionnel et de redressement effectifs : *violation*

Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande [GC], n^o 26374/18, 1 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 6 § 1 (EXÉCUTION)

DROITS ET OBLIGATIONS DE CARACTÈRE CIVIL

Non-exécution d'une décision judiciaire portant sur des refus de visas par l'administration : *article 6 non applicable*

M.N. et autres c. Belgique (déc.) [GC], n^o 3599/18, 5 mai 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 6 § 2

PRÉSUMPTION D'INNOCENCE

Condamnation du requérant, qui n'avait pas été mis en examen et qui n'avait été informé de l'enquête pénale dont il avait fait l'objet qu'une fois celle-ci terminée, à verser une réparation à l'issue d'une procédure civile dans le cadre de laquelle il avait été reconnu coupable d'« infraction pénale » : *article 6 applicable; violation*

Farzaliyev c. Azerbaïdjan, n^o 29620/07, 28 mai 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 7

NULLUM CRIMEN SINE LEGE

Existence d'un précédent jurisprudentiel rendant prévisible une condamnation pénale : *non-violation*

Baldassi et autres c. France, n^{os} 15271/16 et 6 autres, 11 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

NULLUM CRIMEN SINE LEGE | RÉTROACTIVITÉ

Utilisation de la technique de « législation par référence » pour la définition d'une infraction et critères à appliquer pour comparer la loi pénale telle qu'elle était en vigueur au moment de la commission de l'infraction et la loi pénale telle que modifiée

Avis consultatif demandé par la Cour Constitutionnelle arménienne [GC], n^o P16-2019-001, 29 mai 2020

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 8

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Déchéance de la nationalité de l'État défendeur, en considération d'une condamnation antérieure pour une infraction à caractère terroriste commise plus de dix ans auparavant : *non-violation*

Ghoumid et autres c. France, n^{os} 52273/16 et 4 autres, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Obligation légale pour les opérateurs de téléphonie mobile de recueillir des données personnelles des utilisateurs de cartes SIM prépayées et de les tenir à la disposition des autorités : *non-violation*

Breyer c. Allemagne, n^o 50001/12, 30 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Licenciement injustifié d'un professeur d'origine serbe au motif qu'il ne s'exprimait pas en croate standard et qu'il était considéré comme incapable de s'adapter, étant proche de la retraite : *violation*

Mile Novaković c. Croatie, n^o 73544/14, 17 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE | OBLIGATIONS POSITIVES

Insuffisance alléguée des mesures prises pour garantir à des membres de la communauté rom l'accès à l'eau potable et à l'assainissement : *non-violation*

Hudorovič et autres c. Slovénie, n^{os} 24816/14 et 25140/14, 10 mars 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA CORRESPONDANCE | OBLIGATIONS POSITIVES

Absence d'examen sur le fond de la plainte pour cyberviolence étroitement liée à la plainte pour violences conjugales : *violation*

Buturugă c. Roumanie, n^o 56867/15, 11 février 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 9

MANIFESTER SA RELIGION OU SA CONVICTION

Présence sur un certificat de naissance d'une mention faisant état de la décision des parents de ne pas faire baptiser leur enfant : *violation*

Stavropoulos et autres c. Grèce, n° 52484/18, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 10

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Action militante en faveur du boycott des produits en provenance d'Israël pénalement réprimée comme discriminatoire, sans motifs pertinents et suffisants : *violation*

Baldassi et autres c. France, nos 15271/16 et 6 autres, 11 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Condamnation pour diffamation à raison d'accusations de subornation de témoin formulées contre un tiers par un accusé au cours de son procès : *violation*

Miljević c. Croatie, n° 68317/13, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Levée imprévisible de l'immunité d'un député et détention provisoire de celui-ci basée sur des accusations de terrorisme liées à des discours politiques : *violation*

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC], n° 14305/17, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

LIBERTÉ D'EXPRESSION | LIBERTÉ DE COMMUNIQUER DES INFORMATIONS

Base juridique insuffisamment prévisible pour une amende infligée à un parti politique ayant mis à la disposition des électeurs une application mobile de partage anonyme de photographies de leur bulletin de vote : *violation*

Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie [GC], n° 201/17, 20 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 11

LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Dissolution d'une association d'extrême droite à caractère paramilitaire à la suite des violences et troubles à l'ordre public commis par ses membres : *non-violation*

Ayoub et autres c. France, nos 77400/14 et 2 autres, 8 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 13

RECOURS EFFECTIF

Attitudes discriminatoires compromettant l'effectivité des recours pour l'application du droit interne : *violation*

Beizaras et Levickas c. Lituanie, n° 41288/15, 14 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Absence d'un recours effectif permettant de contester le résultat des élections et de demander un recomptage des voix : *violation*

Mugemangango c. Belgique [GC], n° 310/15, 10 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 14

DISCRIMINATION (ARTICLE 2)

Défaut d'exécution par l'Azerbaïdjan d'une peine de prison pour crime de haine contre des victimes arméniennes qui avait été prononcée à l'étranger contre l'un de ses agents, lequel, à son retour en Azerbaïdjan, a été accueilli en héros, a reçu une promotion et a bénéficié d'avantages : *violation*

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan et Hongrie, n° 17247/13, 26 mai 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

DISCRIMINATION (ARTICLE 8) | OBLIGATIONS POSITIVES

Refus de poursuivre les auteurs de graves commentaires homophobes sur Facebook, y compris des appels non dissimulés à la violence, sans enquête effective préalable : *violation*

Beizaras et Levickas c. Lituanie, n° 41288/15, 14 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 17

INTERDICTION DE L'ABUS DE DROIT

Dissolution d'associations d'extrême droite à visée d'endoctrinement paramilitaire raciste et antisémite : *irrecevable*

Ayoub et autres c. France, nos 77400/14 et 2 autres, 8 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 18

RESTRICTIONS DANS UN BUT NON PRÉVU

Parlementaire empêché d'exercer son mandat par son maintien prolongé en détention provisoire dans le but d'étouffer le pluralisme : *violation*

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC], n° 14305/17, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 33

REQUÊTE INTERÉTATIQUE

Défaut de compétence pour connaître d'une requête interétatique défendant les droits d'une personne morale ne pouvant être qualifiée de « non gouvernementale »

Slovénie c. Croatie (déc.) [GC], n° 54155/16, 18 novembre 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 34

VICTIME

Conséquences, pour les actionnaires de banques, d'une loi plaçant celles-ci sous le contrôle d'autorités centrales et entraînant pour elles une perte importante de leur autonomie opérationnelle : *irrecevable*

Albert et autres c. Hongrie [GC], n° 5294/14, 7 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Existence pour une personne proche d'un condamné d'un intérêt moral à voir la Cour se prononcer sur une violation alléguée de l'article 6 à raison d'une provocation policière : *exception préliminaire rejetée*

Akbay et autres c. Allemagne, nos 40495/15 et 2 autres, 15 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 35

ARTICLE 35 § 2 b)

REQUÊTE DÉJÀ SOUMISE À UNE AUTRE INSTANCE INTERNATIONALE

Plainte auprès d'un comité spécialisé de l'Union interparlementaire non similaire au mécanisme de la Convention : *exception préliminaire rejetée*

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC], n° 14305/17, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 41

SATISFACTION ÉQUITABLE

État défendeur invité à garantir à la requérante la propriété des biens légués situés en Grèce et à défaut l'indemniser de la valeur de ces biens au prorata du pourcentage retiré

Absence de compétence de la Cour pour se prononcer sur les prétentions de la requérante relatives aux biens situés en Turquie

Molla Sali c. Grèce (satisfaction équitable) [GC], n° 20452/14, 18 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

LIBRE EXPRESSION DE L'OPINION DU PEUPLE

Député tenu à l'écart des travaux parlementaires par son maintien prolongé en détention provisoire sans justification suffisante : *violation*

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC], n° 14305/17, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SE PORTER CANDIDAT AUX ÉLECTIONS

Réclamation portant sur une demande de recomptage de bulletins de vote examinée par un organe manquant d'impartialité, dans une procédure ne présentant pas de garanties adéquates et suffisantes : *violation*

Mugemangango c. Belgique [GC], n° 310/15, 10 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

INTERDICTION DES EXPULSIONS COLLECTIVES D'ÉTRANGERS

Renvoi immédiat et forcé d'étrangers depuis une frontière terrestre, à la suite d'une tentative de la franchir de façon irrégulière et en masse par un nombre important de migrants : *non-violation*

N.D. et N.T. c. Espagne [GC], n°s 8675/15 et 8697/15, 13 février 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Refus des garde-frontières d'enregistrer des demandes d'asile et renvoi sommaire vers un État tiers associé à un risque de refoulement vers le pays d'origine et de mauvais traitements au sein de celui-ci : *violation*

M.K. et autres c. Pologne, n°s 40503/17 et 2 autres, 23 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 7

GARANTIES PROCÉDURALES EN CAS D'EXPULSION D'ÉTRANGERS

Expulsion prononcée par un tribunal pour des raisons de sécurité nationale sur la base d'informations classées secrètes non communiquées aux requérants et en l'absence de garanties compensatrices suffisantes : *violation*

**Muhammad et Muhammad c. Roumanie [GC],
n° 80982/12, 15 octobre 2020 [GC]**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 7

DROIT À UN DOUBLE DEGRÉ DE JURIDICTION EN MATIÈRE PÉNALE

Impossibilité de contester devant un « deuxième degré de juridiction » une amende douanière sévère sans contrôle de proportionnalité : *violation*

Saquetti Iglesias c. Espagne, n° 50514/13, 30 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 7

DROIT À NE PAS ÊTRE JUGÉ OU PUNI DEUX FOIS

Déchéance de la nationalité de l'État défendeur en considération d'une condamnation ancienne pour une infraction à caractère terroriste : *irrecevable*

Ghoumid et autres c. France, n°s 52273/16 et 4 autres, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 12

INTERDICTION GÉNÉRALE DE LA DISCRIMINATION

Discrimination dont auraient été victimes des élèves appartenant à des minorités nationales au cours d'examens de fin d'année au lycée : *non-violation*

**Ádám et autres c. Roumanie, n°s 81114/17 et
5 autres, 13 octobre 2020**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

INTERDICTION GÉNÉRALE DE LA DISCRIMINATION

Rappel d'une diplomate en poste à l'étranger après l'annonce de sa grossesse justifié par la nécessité : *non-violation*

Napotnik c. Roumanie, n° 33139/13, 20 octobre 2020

[Arrêt | Résumé juridique](#)

PROTOCOLE N° 16

AVIS CONSULTATIFS

Utilisation de la technique de « législation par référence » pour la définition d'une infraction et critères à appliquer pour comparer la loi pénale telle qu'elle était en vigueur au moment de la commission de l'infraction et la loi pénale telle que modifiée

Avis consultatif demandé par la Cour Constitutionnelle arménienne [GC], n° P16-2019-001, 29 mai 2020

[Avis | Résumé juridique](#)

Affaires présentées par requérant

A

A et B c. Roumanie,
n° 48442/16, 2 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ádám et autres c. Roumanie, n°s 81114/17
et 5 autres, 13 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Akbay et autres c. Allemagne,
n°s 40495/15 et 2 autres, 15 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Albert et autres c. Hongrie [GC],
n° 5294/14, 7 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ayoub et autres c. France,
n°s 77400/14 et 2 autres, 8 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

B

B et C c. Suisse, n°s 43987/16 et
889/19, 17 novembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Baldassi et autres c. France,
n°s 15271/16 et 6 autres, 11 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Beizaras et Levickas c. Lituanie,
n° 41288/15, 14 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Breyer c. Allemagne,
n° 50001/12, 30 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Buturugă c. Roumanie,
n° 56867/15, 11 février 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

C

Ćwik c. Pologne, n° 31454/10, 5 novembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

F

Farzaliyev c. Azerbaïdjan,
n° 29620/07, 28 mai 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

G

Gestur Jónsson et Ragnar Halldór Hall c. Islande [GC],
n°s 68271/14 et 68273/14, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ghoumid et autres c. France,
n°s 52273/16 et 4 autres, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande
[GC], n° 26374/18, 1 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

H

Hudorovič et autres c. Slovénie,
n°s 24816/14 et 25140/14, 10 mars 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

K

Kotilainen et autres c. Finlande,
n° 62439/12, 17 septembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

M

M.K. et autres c. Pologne,
n°s 40503/17 et 2 autres, 23 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

M.N. et autres c. Belgique (déc.) [GC],
n° 3599/18, 5 mai 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie [GC],
n° 201/17, 20 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan
et Hongrie, n° 17247/13, 26 mai 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Mile Novaković c. Croatie,
n° 73544/14, 17 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Miljević c. Croatie,
n° 68317/13, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Molla Sali c. Grèce (satisfaction équitable) [GC],
n° 20452/14, 18 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Mugemangango c. Belgique [GC],
n° 310/15, 10 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Muhammad et Muhammad c. Roumanie [GC],
n° 80982/12, 15 octobre 2020 [GC]

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

N

N.D. et N.T. c. Espagne [GC],
n°s 8675/15 et 8697/15, 13 février 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

N.H. et autres c. France,
n°s 28820/13 et 2 autres, 2 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Napotnik c. Roumanie,
n° 33139/13, 20 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

S

S.M. c. Croatie [GC],
n° 60561/14, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Saquetti Iglesias c. Espagne,
n° 50514/13, 30 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC],
n° 14305/17, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Shiksaitov c. Slovaquie, n°s 56751/16
et 33762/17, 10 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Slovénie c. Croatie (déc.) [GC],
n° 54155/16, 18 novembre 2020

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Stavropoulos et autres c. Grèce,
n° 52484/18, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

T

Tërshana c. Albanie,
n° 48756/14, 4 août 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Affaires présentées par État défendeur

ALBANIE

Tërshana c. Albanie,
n° 48756/14, 4 août 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ALLEMAGNE

Akbay et autres c. Allemagne,
n°s 40495/15 et 2 autres, 15 octobre 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Breyer c. Allemagne,
n° 50001/12, 30 janvier 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

AZERBAÏDJAN

Farzaliyev c. Azerbaïdjan,
n° 29620/07, 28 mai 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan
et Hongrie, n° 17247/13, 26 mai 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

BELGIQUE

M.N. et autres c. Belgique (déc.) [GC],
n° 3599/18, 5 mai 2020
[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Mugemangango c. Belgique [GC],
n° 310/15, 10 juillet 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

CROATIE

Miljević c. Croatie,
n° 68317/13, 25 juin 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Mile Novaković c. Croatie,
no 73544/14, 17 décembre 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

S.M. c. Croatie [GC],
n° 60561/14, 25 juin 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Slovénie c. Croatie (déc.) [GC],
n° 54155/16, 18 novembre 2020
[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

ESPAGNE

N.D. et N.T. c. Espagne [GC],
n°s 8675/15 et 8697/15, 13 février 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Saquetti Iglesias c. Espagne,
n° 50514/13, 30 juin 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

FINLANDE

Kotilainen et autres c. Finlande,
n° 62439/12, 17 septembre 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

FRANCE

Ayoub et autres c. France,
n°s 77400/14 et 2 autres, 8 octobre 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Baldassi et autres c. France,
n°s 15271/16 et 6 autres, 11 juin 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ghoumid et autres c. France,
n°s 52273/16 et 4 autres, 25 juin 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

N.H. et autres c. France,
n°s 28820/13 et 2 autres, 2 juillet 2020
[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

GRÈCE

Molla Sali c. Grèce (satisfaction équitable) [GC],
n° 20452/14, 18 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Stavropoulos et autres c. Grèce,
n° 52484/18, 25 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

HONGRIE

Albert et autres c. Hongrie [GC],
n° 5294/14, 7 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Magyar Kétfarkú Kutya Párt c. Hongrie
[GC], n° 201/17, 20 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Makuchyan et Minasyan c. Azerbaïdjan
et Hongrie, n° 17247/13, 26 mai 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ICELAND

Gestur Jónsson et Ragnar Halldór Hall c. Islande
[GC], n° 68271/14 et 68273/14, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande
[GC], n° 26374/18, 1 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

POLOGNE

Ćwik c. Pologne, n° 31454/10, 5 novembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

M.K. et autres c. Pologne,
n° 40503/17 et 2 autres, 23 juillet 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

LITUANIE

Beizaras et Levickas c. Lituanie,
n° 41288/15, 14 janvier 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ROUMANIE

A et B c. Roumanie,
n° 48442/16, 2 juin 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ádám et autres c. Roumanie, n° 81114/17
et 5 autres, 13 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Buturugă c. Roumanie,
n° 56867/15, 11 février 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Muhammad et Muhammad c. Roumanie [GC],
n° 80982/12, 15 octobre 2020 [GC]

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Napotnik c. Roumanie,
n° 33139/13, 20 octobre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SLOVAKIE

Shiksaitov c. Slovaquie, n° 56751/16
et 33762/17, 10 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SLOVÉNIE

Hudorovič et autres c. Slovénie,
n° 24816/14 et 25140/14, 10 mars 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SUISSE

B et C c. Suisse, n° 43987/16 et
889/19, 17 novembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

TURQUIE

Selahattin Demirtaş c. Turquie (n° 2) [GC],
n° 14305/17, 22 décembre 2020

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)